Le gouvernement soigne (d'abord) les labos

Édouard Philippe veut une industrie compétitive dans tous les domaines, y compris celui de la Santé. Pour cela, l'astuce est simple : garantir des ventes aux labos, donc des profits, en payant avec la Sécu : notre pognon, quoi.

Le 10 juillet, Édouard Philippe reçoit à Matignon quelques patrons de laboratoires pharmaceutiques. Il s'agit de la réunion du Conseil Stratégique des Industries de Santé, qui permet aux labos de parler directement à l'oreille des pouvoirs publics. Or ces industriels, bien que dirigeants d'entreprises parmi les plus rentables, après la Mafia, l'armement, le luxe, et les banques, ne sont pas contents. Ils voudraient que l'état leur achète plus de médicaments, plus chers, et sans longues procédures de mise sur le marché. Édouard Philippe leur donne raison sur tout. Car cette branche industrielle n'est pas là pour soigner les malades, ce qui est accessoire, c'est surtout parce qu'il s'agit du troisième exportateur français après l'aviation et l'automobile. Or le Premier Ministre sait les compétiteurs redoutés : Inde, Chine, Italie, Suisse, Allemagne, et Royaume-Uni. Il faut donc sauver les soldats Sanofi, Pasteur, Servier, et Boiron.

Pour cela, le gouvernement s'engage à réduire drastiquement les essais cliniques. Tant pis pour les effets secondaires qui n'auront pas eu le temps d'apparaître. De plus, les chercheurs publics à l'esprit trop « de service public », devront acquérir une valeur plus subtile : la recherche du pognon à tout prix. A l'inverse, insuffler de l'intégrité scientifique, du respect des personnes, et de la décence dans les hautes rémunérations, à l'Industrie de Santé, n'est pas prévu. Ainsi, Sanofi a supprimé 4000 CDI sur 28000 salariés en 7 ans, et fermé des centres de recherche de haut niveau, sans que personne n'ait trouvé à redire. Le Premier Ministre n'a pas non plus blâmé Sanofi quand l'usine de Mourenx, qui fabrique la Dépakine, ce délicieux médicament on ne peut plus tératogène, rejette dans l'environnement des matières dangereuses jusqu'à 190000 fois la norme : oui, oui, record à battre !

Ne nous alarmons pas pour si peu. Ce qui compte, c'est « innover », dicit l'Édouard. Pour quoi faire ? Pour vendre avant ces « salauds » de chinois ? Comment faire ? Simple. Assurer du grisbi aux labos. Le Premier Ministre a garanti « *un plancher de 3 % de croissance par an* » aux médicaments innovants, ainsi qu'une hausse, elle aussi garantie, des dépenses... remboursées par la Sécurité Sociale. Nous sommes donc de braves couillons cotisants conviés à garantir le profit de l'industrie pharmaceutique.

Ne pourrait-on pas, plutôt, décider au Parlement des priorités de la recherche médicale ? De lutter contre les maladies environnementales et professionnelles ? D'imposer aux médecins de moins prescrire ? De dérembourser les médicaments inutiles et dangereux ? D'éduquer la population ? Etc, etc. mais franchement, dans quel intérêt, hein, on se le demande...

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID

www.aid97400.re

D'après Charlie-Hebdo n° 1357